

Après les manifestations du 31 mars 2016

Le 31 mars, des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes ont manifesté dans tout le pays, probablement près d'un million. Dans un grand nombre d'entreprises, privées et publiques, et d'administrations, les travailleurs ont débrayé pour rejoindre les manifestations. Dans les cortèges s'est manifestée une seule exigence : retrait du projet de loi El Khomri !

La réponse du gouvernement est sans ambiguïté. La discussion en commission parlementaire débutera le 5 avril. Le projet sera soumis à l'Assemblée nationale début mai. La 31 mars, une fois de plus, le gouvernement a matraqué la jeunesse. Dans la matinée, les lycéens, en particulier en région parisienne, ont été l'objet de tentatives violentes d'intimidation pour les dissuader de manifester. Plus d'une centaine d'interpellations ont eu lieu.

Au soir du 31 mars, le communiqué intersyndical CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL déclare :

« Elles confirment leur disponibilité pour rencontrer le gouvernement et faire des propositions de droits nouveaux en termes d'emploi, de salaires et pensions, de temps de travail, de protection sociale, de garanties collectives, de conditions de travail, de formation et de droits et libertés syndicales. Des propositions porteuses de progrès social et correspondant à la réalité du travail d'aujourd'hui et de demain.

D'ores et déjà, de nouvelles journées de mobilisation avec grèves et manifestations sont prévues et ce dès le 5 avril à l'initiative des organisations de jeunesse.

Les salarié-es se mobiliseront sous diverses formes, notamment avec l'interpellation de parlementaires.

Le 9 avril, elles appellent à la réussite d'une nouvelle grande journée d'action de grèves et de manifestations.

Si le gouvernement ne répond pas, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL resteront déterminées à poursuivre et amplifier la mobilisation pour obtenir le retrait du projet de loi travail et à conquérir de nouveaux droits sociaux y compris par les manifestations et la grève interprofessionnelle. Elles décident de se revoir le 6 avril. »

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, se réjouit sur BFMTV de la mobilisation : « *Nous sommes satisfaits. Le mécontentement est fort* ». Il a précisé que les syndicats attendent « *un signe, des propositions du gouvernement. S'il ne fait rien, il y aura mobilisation dès la semaine prochaine* ». Sur Europe1, Mailly a déclaré : « *Il y a des dates (...) dans les tuyaux. Par exemple, les étudiants envisagent le 5 avril et tout le monde - les syndicats de salariés, les étudiants, les lycéens - envisage aussi une grande mobilisation sur tout le territoire le 9 avril* ».

En clair, les dirigeants des confédérations et des organisations syndicales refusent de rompre la concertation avec le gouvernement et ils l'appellent à l'amplifier. Le gouvernement a immédiatement saisi la main tendue. Selon les *Echos* du 1^{er} avril, « *le gouvernement est prêt recevoir "dans les prochains jours" les organisations de jeunesse et à "regarder" certaines propositions de l'UNEF, a déclaré le Premier ministre Manuel Valls* ».

Ils n'offrent, comme seule perspective, que celle d'une nouvelle série de journées d'action décentralisées, complétée par les gesticulations sur « les grèves reconductibles » de la part de « l'extrême gauche » (NPA, LO...).

Tirer les leçons de la défaite de 2010 du combat contre la réforme des retraites du gouvernement Sarkozy-Fillon

Le Monde du 30 mars 2016 rappelle :

« Les syndicats "contestataires" espèrent renouer le fil des grandes mobilisations de 2010 contre la réforme des retraites de Nicolas Sarkozy. Onze journées d'actions avaient été alors organisées avec, à chaque fois, un nombre important de manifestants : 800 000 (selon la CGT) le 23 mars (380 000 selon la police) ; 1 million le 27 mai (395 000) ; 1,92 million le 24 juin (797 000) ; 2,74 millions le 7 septembre (1,12 million) ; 3 millions le 23 septembre (997 000) ; 3 millions le 2 octobre (899 000) ; 3,5 millions le 12 octobre (1,23 million) ; 3 millions le 16 octobre (825 000) ; 3,5 millions le 19 octobre (1,1 million) ; 2 millions le 28 octobre (560 000) ; 1,2 million le 6 novembre (375 000).

Les mobilisations avaient donc été d'une ampleur exceptionnelle (...) Au final, elles n'avaient pas fait reculer Nicolas Sarkozy, ce qui a expliqué en grande partie les faibles mobilisations des années suivantes. »

Si Sarkozy a pu infliger cette défaite, c'est que Thibault et Mailly, par les multiplications des manifestations décentralisées maintenues loin du siège du pouvoir qu'ils opposaient à l'appel à une manifestation centrale à l'Assemblée le jour du vote, pour le retrait du projet de loi sur les retraites, ont réussi à éviter que rassemblement centralisé du prolétariat et de la jeunesse pour affronter et vaincre le gouvernement ne se réalise.

C'est dans une impasse identique à celle de 2010 que les dirigeants des confédérations et des fédérations entendent conduire aujourd'hui les travailleurs et la jeunesse. Il s'agit pour eux de manœuvrer pour les épuiser.

Le communiqué intersyndical appelle à :

« Les salarié-es se mobiliseront sous diverses formes, notamment avec l'interpellation de parlementaires ».

« Interpeller » indifféremment les députés LR et UDI qui n'ont pour seul objectif que de durcir le projet ? « Interpeller » les députés du PS, le groupe parlementaire ne demandant pas le retrait, et du PCF, en leur demandant audience ?

Il n'y a qu'une seule façon « d'interpeller » les députés : l'appel d'une manifestation centrale et nationale à Paris, à l'Assemblée nationale pour imposer à la majorité PS-PCF le retrait du projet de loi El Khomri. C'est ainsi ouvrir la possibilité de la mobilisation générale de l'ensemble du prolétariat et de la jeunesse pour affronter et défaire le gouvernement.